

DR. FARBER: "We would then have to assume that metolachlor is an equal carcinogen to alachlor in our deliberations."

MR. HYNES: "I would submit the opposite."

Those kind of comments were exchanged when Dr. Ritter of the Pesticide Division of Health and Welfare Canada was on the stand as some members of the Board were again demanding more metolachlor data. CIBA-GEIGY'S solicitor, Mr. Morrison, responded:

"The point has been made before that we take the position that is not a review of metolachlor . . . we do not propose to bring the registration package from metolachlor and plunk it on the desk in front of the Board . . . we will not object to Dr. Ritter answering certain questions in a general context, but we take the view that our data package is confidential to the company in much the same way Monsanto has with respect to their data package."

WHAT DID CIBA-GEIGY DO TO COOPERATE FURTHER:

One of the Board members, Dr. Farber, indicated that unless more data were made available on metolachlor that the deliberations would come to a halt in his consideration because he felt that alachlor and metolachlor were very similar chemicals and he could not accept one being considered safe and the other not unless he saw the data. CIBA-GEIGY's legal counsel, Mr. Morrison, made the following points to the Board:

" . . . in effect CIBA-GEIGY was asked to present just the raw data to the Board and to let it sit there. While on the other hand Monsanto has filed a vast amount of documentary evidence as adduced evidence from its scientists and experts explaining and putting into context those reports while CIBA-GEIGY was asked to put in their documents without any explanation of its position at all. We are, from our position, against the painted lily of Monsanto's case and, on the other hand, if CIBA-GEIGY refuses to give its consent, it will suffer the reproach not only of the Board but of others, I am sure, and the inference will be that CIBA-GEIGY has something to hide when it does not."

Subsequently, CIBA-GEIGY, in discussion with its legal counsel, agreed to permit the expert toxicologist of Health and Welfare Canada to present a summary of the data package on its product metolachlor and discuss it with the Board. CIBA-GEIGY cooperated in order to facilitate the Hearing which Dr. Farber stated might come to a halt if such data were not made available.

HOW THE BOARD USED METOLACHLOR DATA:

Please note that we allowed some summary data of our product to be presented to the Board so it could satisfy itself that Monsanto's product was not reviewed any differently than CIBA-GEIGY's product by the government authorities. We did not expect the Board to take that information as adequate to do a toxicological review of metolachlor. However, when the

ces documents publics. Peut-être est-ce une grave lacune de la loi, mais telle est la situation.»

M. FARBER: «Il nous faudra donc présumer, dans nos délibérations, que le métolachlore a le même potentiel carcinogène que l'alachlore.»

M. HYNES: «Je présumerais plutôt le contraire.»

Ce même type de dialogue a eu lieu lorsque M. Ritter de la Division des pesticides de Santé et Bien-être social Canada a comparu, certains membres du Comité ayant alors exigé davantage d'information sur le métolachlore. L'avocat de la CIBA-GEIGY, M. Morrison, a déclaré:

«Comme nous l'avons déjà dit, cette révision ne portant pas sur le métolachlore nous n'entendons pas apporter ici son dossier d'enregistrement ni le déposer sur le bureau du Comité . . . nous ne nous objecterons pas à ce que M. Ritter réponde à certaines questions d'ordre général, mais nous considérons nos données comme confidentielles tout comme la Monsanto considère les siennes comme confidentielles.»

QU'A FAIT CIBA-GEIGY POUR PROUVER SA BONNE FOI?

L'un des membres du Comité, en l'occurrence M. Farber, a fait savoir qu'à moins d'obtenir de plus amples renseignements sur le métolachlore, le Comité allait suspendre ses délibérations, parce qu'il estimait que l'alachlore et la métolachlore étaient des produits chimiques très semblables et ne pouvait concevoir que l'un soit considéré comme sûr et l'autre non, sans qu'on ne lui fournisse de données à l'appui. L'avocat de CIBA-GEIGY, M. Morrison, a fait valoir les arguments suivants devant le Comité:

«(. . .) CIBA-GEIGY n'a en effet été invitée qu'à présenter des données brutes au Comité, mais sans plus. Monsanto, par contre, a produit une masse de documents préparés par ses scientifiques et ses spécialistes pour expliquer et mettre en contexte les données fournies en guise de preuve. CIBA-GEIGY, elle, n'a pu fournir aucune explication. Nous déplorons que l'on fasse toute cette histoire autour de l'affaire Monsanto, mais si CIBA-GEIGY refuse de collaborer, elle devra, j'en suis sûr, porter le blâme non seulement du Comité mais aussi d'autres intervenants, et on l'accusera d'avoir quelque chose à cacher, alors que ce n'est pas le cas.»

Par la suite, CIBA-GEIGY a accepté, après consultation avec son avocat, de permettre au toxicologue de Santé nationale et Bien-être social Canada de présenter un sommaire de l'ensemble des données relatives au métolachlore et d'en discuter avec le Comité. CIBA-GEIGY a collaboré pour permettre la tenue de l'audience qui, comme l'avait indiqué M. Farber, aurait pu être interrompue si ces données n'avaient pas été fournies.

COMMENT LE COMITÉ A-T-IL UTILISÉ LES DONNÉES RELATIVES AU MÉTOLACHLORE?

Veillez noter que nous avons permis que ces données sommaires relatives à notre produit soient présentées au Comité, pour que celui-ci puisse se rendre compte par lui-même que le produit de Monsanto n'avait pas été traité différemment du produit de CIBA-GEIGY par les autorités gouvernementales. Nous ne nous attendions pas à ce que le Comité juge ces ren-